



Familistère Godin à Guise
PAVILLON CENTRAL – PCMH03
Restauration des façades et toitures

Dossier de Consultation des Entreprises – D.C.E.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES

TOUS CORPS D'ETAT

EUGENE Architectes du patrimoine
Equilibre Structures
Cabinet Philippe Votruba

Mars 2018

SOMMAIRE

1.1	PRÉSENTATION DU PROJET	1
1.2	OBJET DU PRÉSENT DOCUMENT	1
1.3	DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES TECHNIQUES	1
1.4	EXÉCUTION DES OUVRAGES	2
1.5	BRANCHEMENTS PROVISOIRES	3
1.6	PROPRETE DU CHANTIER.....	3
1.7	PLANS D'EXÉCUTION - ÉTUDES DE DÉTAILS.....	3
1.8	ORDRE DE PRIORITÉ DES PLANS.....	5
1.9	COORDINATION DES ETUDES	6
1.10	CONNAISSANCES DES LIEUX ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	6
1.11	ORGANISATION DU CHANTIER.....	7
1.12	MESURES DE SÉCURITÉ PROPRES A L'ÉDIFICE	11
1.13	DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX EXÉCUTÉS AU FAMILISTERE	11
1.14	PÉRIODES D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	11
1.15	ATTACHEMENTS - ÉCHANTILLONS - MODÈLES - ESSAIS	12
1.16	TROUS - PERCEMENTS – TRANCHEES – SAIGNÉES – REBOUCHAGE - SCHELLEMENT	12
1.17	PROTECTIONS DES OUVRAGES ET DES LOCAUX	12
1.18	DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS.....	13
1.19	RELEVÉS PHOTOGRAPHIQUES.....	13
1.20	SONDAGES	13
1.21	REVÊTEMENTS CONTENANT DU PLOMB ET / OU DE L'AMIANTE	13
1.22	PERMIS DE FEU	14
1.23	RÉCEPTION DES SUPPORTS	14
1.24	PROTECTION DES MATÉRIAUX – COMPOSANTS ET OUVRAGES	14
1.25	COORDINATION GÉNÉRALE DES TRAVAUX.....	15
1.26	OBLIGATIONS	15
1.27	COMPTE DES DÉPENSES COMMUNES.....	15
1.28	CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX.....	16
1.29	RESPONSABLE D'EXÉCUTION	16

1.1 PRÉSENTATION DU PROJET

Les travaux envisagés concernent :

La restauration des façades et toiture du pavillon central du Familistère de Guise (02).

Les travaux sont répartis en cinq (5) lots traités par marché séparé :

- Lot 01 Maçonnerie
- Lot 02 Charpente
- Lot 03 Couverture
- Lot 04 Menuiserie bois / Métal
- Lot 05 Peinture

Tranche et phasage :

Les travaux de la présente opération sont réalisés en 2 phases :

PCMH03 base

Restauration des façades, charpentes et couvertures des édicules Est et Ouest.

PCMH03 Option

Restauration des charpentes et couvertures de l'aile Ouest.

Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) :

Les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) sont détaillées dans les C.C.T.P. de chacun des corps d'états.

1.2 OBJET DU PRÉSENT DOCUMENT

Le présent document complète les prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) de chacun des corps d'état.

1.3 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES TECHNIQUES

Les matériaux et les matériels ainsi que les conditions de leur mise en oeuvre devront être conformes aux prescriptions techniques des documents suivants dont les textes à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix.

1° - Les Normes Européennes et les Eurocodes.

2° - Les Normes Françaises publiées par l'AFNOR – Groupe AFNOR -
11 Rue Francis de Pressensé – 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex

3° - Les publications du CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BÂTIMENT
- 84 Avenue Jean Jaurès - 77447 Marnes-la-Vallée Cedex
(Documents Techniques Unifiés - Cahier des Charges - Règles de calculs -
Spécifications - Recommandations - Guides - Etc ...).

4° - Brochures n° 1011.1 et 1011.2 du Journal Officiel dans leur plus récente mise à jour, relatives à la sécurité contre l'incendie publiées par le Journal Officiel
26 Rue Desaix - 75732 - PARIS CEDEX 15.

- 5° - Aux diverses recommandations professionnelles relatives à chaque corps d'état.
- 6° - Aux divers Décrets et Arrêtés en vigueur.
- 7° - Les réglementations applicables aux Etablissements recevant du public.

En cas de contradiction entre les textes mentionnés ci-dessus, ou entre ces textes et les prescriptions du descriptif et des plans, le Maître d'Œuvre aura toute liberté d'interpréter ces textes dans le sens le plus favorable au Maître de l'Ouvrage sans que l'entrepreneur puisse prétendre à aucune indemnité ou plus-value de ce fait.

1.4 EXÉCUTION DES OUVRAGES

Les descriptions qui suivent, au chapitre DESCRIPTION DES OUVRAGES ont pour but de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à effectuer, sur leur importance, leurs dimensions, et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif, et que l'entrepreneur devra exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception, ni réserve, tous les travaux de sa profession indispensables pour l'achèvement complet des travaux.

Tous les documents écrits et graphiques remis à l'entrepreneur pour l'exécution des ouvrages doivent être considérés comme une proposition qu'il devra examiner avant tout commencement d'exécution.

Il devra donc signaler au Maître d'Œuvre les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation des ouvrages, l'usage auquel ils sont destinés et l'observation des Normes Françaises.

Le fait pour un entrepreneur d'exécuter sans modification les prescriptions des documents dressés par le Maître d'Œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité d'entrepreneur.

Les C.C.T.P. et les plans se complètent réciproquement. Les discordances éventuelles devront être signalées par écrit au Maître d'Œuvre pendant le délai de remise des offres ou lors de la remise des offres.

Les entrepreneurs ne pourront plus se prévaloir d'une quelconque contradiction postérieurement à la remise des offres.

En cas d'erreur ou d'insuffisance de cotation, l'entrepreneur devra en référer au Maître d'Œuvre en temps utile, afin que ce dernier ait le temps nécessaire de procéder aux mises au point ou rectifications éventuelles.

L'entrepreneur restera seul responsable des erreurs, ainsi que des modifications qu'entraîneraient pour lui ou pour les autres corps d'état, un oubli ou l'inobservation de cette clause.

L'attention des entreprises est attirée sur la **qualité exigée** pour ces travaux.

L'entrepreneur devra par sa compétence en travaux des Monuments Historiques, compléter par son expérience professionnelle les indications données par les plans et le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Aucun supplément ne pourra être accordé pour des compléments qui ne seraient que des obligations résultant des règles de l'Art, et le Maître d'Œuvre sera toujours en droit de refuser les ouvrages qui n'auraient pas la perfection voulue.

Afin d'éviter toute contestation en cours de chantier, il est rappelé que les entreprises devront effectuer une visite approfondie pour reconnaître les lieux, la nature et l'importance des travaux à réaliser.

Chaque entrepreneur doit prendre connaissance de l'ensemble du projet en vue de se renseigner sur la répercussion des travaux des autres corps d'état sur ses propres ouvrages.

Il doit prendre à ses frais toutes les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradation aux matériaux et ouvrages des autres entrepreneurs, comme il devra protéger ses propres ouvrages des dégradations pouvant être faites par d'autres corps d'état.

Il sera responsable des conséquences pouvant résulter des infractions à ces obligations.

L'entrepreneur devra impérativement établir :

a) Les sondages de reconnaissance et investigations complémentaires qu'il jugera nécessaires et qui seront réalisés à la demande selon les besoins et la faisabilité après validation du Maître d'œuvre.

b) Les plans d'exécution de ses ouvrages et les spécifications techniques détaillées qu'il soumettra au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle pour approbation.

1.5 BRANCHEMENTS PROVISOIRES

Les branchements nécessaires aux travaux seront établis en accord avec le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage (services techniques de l'établissement).

La réalisation des branchements ainsi que l'ensemble des consommations sont à la charge de l'entrepreneur du lot 01.

1.6 PROPRETE DU CHANTIER

Chaque entrepreneur est responsable de la propreté et de l'ordre devant régner sur l'ensemble du chantier, y compris les accès. Chaque entreprise devra nettoyer ses zones d'intervention et descendre et évacuer les gravats résultant de ses travaux.

Elles ne devront, en aucun cas, laisser "traîner" les outillages et matériaux sur le chantier, sous peine d'être retirés et enlevés aux décharges publiques par l'entreprise de nettoyage.

Chaque entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger les sols et les murs lors des livraisons et manutentions.

1.7 PLANS D'EXÉCUTION - ÉTUDES DE DÉTAILS

Les entrepreneurs doivent toutes les études d'exécution complémentaires à celles remises dans le dossier de consultation des entreprises.

La Maîtrise d'œuvre ne fournira aucun autre document que ceux contenus dans le présent dossier.

Ces études (plans, notes de calcul, etc ...) doivent être remises au visa de la maîtrise d'œuvre, l'entrepreneur gardant la responsabilité des études d'exécution de l'ouvrage.

Sur la base des documents signés du dossier du marché (pièces graphiques et pièces écrites établies par la Maîtrise d'Œuvre) chaque entrepreneur doit, pour le lot qui le concerne, établir à ses frais et sous sa responsabilité conformément aux dispositions fixées à l'Article 29 du CCAG les plans d'exécution des ouvrages, les spécifications techniques détaillées, les notes de calculs et notes techniques, les plans de fabrication et de chantier et tous documents non listés mais nécessaires à la parfaite réalisation de ses propres ouvrages et ceux des ouvrages mitoyens.

Les pièces graphiques jointes au dossier marché ont été cotées avec le plus grand soin par la Maîtrise d'œuvre, néanmoins, compte tenu que les ouvrages à réaliser se situent pour partie dans l'emprise d'ouvrages existants conservés, chaque entrepreneur doit s'assurer d'une part sur place que les cotes portées sur les plans des ouvrages existants sont concordantes et suffisantes, cela suppose une vérification exhaustive des ouvrages existants ayant une relation avec les ouvrages à exécuter dans le cadre du lot concerné, d'autre part doit s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès de la maîtrise d'œuvre et avoir pris tous renseignements utiles au préalable à l'établissement de ses plans.

Si l'entrepreneur détecte une erreur ou une contradiction entre les indications portées sur les plans de Maîtrise d'œuvre et les renseignements pris sur le site, il doit le signaler immédiatement par écrit à la maîtrise d'œuvre qui prendra les dispositions qui s'imposent pour remédier à l'état de fait.

Les plans d'exécution, schémas, plans de détails, notes techniques, notes de calculs seront soumis au visa du maître d'œuvre et du Contrôleur Technique suivant les modalités de diffusion et le schéma de circulation des documents qui seront mis au point par le maître d'œuvre au cours de la période de préparation. Le délai d'examen de la maîtrise d'œuvre et du Contrôleur Technique est de 15 jours à partir de la réception des documents par leur soin.

Si, à la suite de la transmission des documents ci-dessus au visa de la maîtrise d'œuvre et du Contrôleur Technique, ces derniers sont conduits après contrôle à émettre des observations ou des réserves nécessitant une reprise des plans d'exécution, détails, schémas, notes de calculs, notes techniques par l'entrepreneur, en aucune manière cette reprise ne devra remettre en cause le planning des études ni la rémunération de l'entrepreneur. Le planning d'exécution tiendra compte d'une reprise systématique du 1^{er} indice de diffusion de chaque document.

En application de l'Article 29.1.5 du CCAG, l'entrepreneur ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu le visa de la maîtrise d'œuvre et du Contrôleur Technique sur les documents nécessaires à leur exécution. Dans le cas où il mettrait en œuvre ou en fabrication des prestations avant l'obtention de ces visas, il conservera la responsabilité des conséquences de tous ordres pouvant se dérouler : refus de l'ouvrage, dépose, démolition, réfection.

L'entrepreneur demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'exécution. Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et des travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa apposé sur ses documents par le maître d'œuvre et/ou le Contrôleur Technique, pour se soustraire à ses obligations contractuelles, ou pour en diminuer la portée.

Chaque entrepreneur doit également la justification, soit par le calcul, soit par des essais, de la tenue au feu de ses ouvrages lorsqu'une telle exigence est requise. Il fournira, en outre, les procès-verbaux en cours de validité, de tous les matériaux utilisés lorsque leur tenue ou réaction au feu est exigée.

Autres obligations de l'entrepreneur

Chaque entrepreneur est tenu de :

- Signaler les divergences entre les cotes numériques et les dimensions sur les plans.
- Solliciter de la part de la Maîtrise d'œuvre, tous renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui auront été remis.

- Contrôler sur place les dimensions des ouvrages ayant reçu un début d'exécution par d'autres entreprises, toutes autres caractéristiques pouvant affecter l'exécution de ses propres plans.
- Respecter les graphes d'établissement et de circulation des plans établis par la maîtrise d'œuvre.
- Transmettre les documents qu'il aura établis aux autres corps d'état intéressés.

Les documents établis par l'entrepreneur ne peuvent en aucun cas modifier les dispositions du marché, sauf dérogation expresse qui serait alors notifiée par ordre de service.

Présentation des plans d'exécution

Les documents (pièces graphiques et pièces écrites) établis par l'entrepreneur porteront un cartouche conforme au modèle établi par le Maître d'œuvre et seront impérativement exécutés selon une charte graphique précise qui leur sera remise lors de la période de préparation du chantier préalable au démarrage des travaux.

Les plans d'exécution seront accompagnés autant que nécessaire :

- Des notices explicatives et justificatives.
- Des notices et caractéristiques des matériaux et matériels utilisés.
- Des méthodes d'essais éventuels.
- Du mode d'exécution et phasage.
- De la nomenclature des composants.

Notes de calcul

Les notes de calcul devront être claires et détaillées pour en permettre une parfaite compréhension.

Toute formule utilisée devra être justifiée, soit par des éléments de démonstration à partir des lois connues de la physique, soit par des références très précises aux publications ou auteurs cités. La Maîtrise d'œuvre pourra exiger la fourniture desdites publications.

Dans le cas de calculs effectués par ordinateur, l'entrepreneur devra fournir :

- La description détaillée de la méthode de calcul et des caractéristiques du programme utilisé.
- La liste des hypothèses de calculs.
- La liste des résultats.
- Une note expliquant et commentant les résultats, sans le listing informatique inutile à la compréhension du programme.

Chaque entrepreneur a la charge de la fourniture de chacun des documents visés dans le présent article, dès lors qu'ils doivent conduire à un visa du Maître d'œuvre et du Contrôleur Technique. Chaque document sera fourni en 6 exemplaires, tirage papier noir plié format A4 et une version informatique.

Chaque entrepreneur fournira 2 tirages complémentaires pour les plans, notes de calculs ou documents intéressant l'entrepreneur chargé d'un autre lot.

1.8

ORDRE DE PRIORITÉ DES PLANS

L'acte d'engagement fixe l'ordre de priorité des pièces mentionnées dans ce document. En complément de ces dispositions, il y a lieu de noter :

- Qu'en cas de contradiction entre plusieurs pièces graphiques, la priorité sera donnée dans l'ordre décroissant de leur échelle exprimée en pourcentage (1/1 - 1/5^{ème} - 1/10^{ème} - 1/20^{ème}, etc...).
- Qu'en cas de contradiction entre les plans "Architecte" et les plans "BET", les plans primeront comme suit :
 - . Partie architecturale et décorative : Plans "Architecte".
 - . Partie technique : Plans "BET".

1.9 COORDINATION DES ETUDES

En complément des études d'exécution propres aux ouvrages de chaque lot, une coordination sera à réaliser entre les différentes entreprises. Cette coordination est exclusivement du domaine de la responsabilité des entreprises et rentre donc dans la phase d'exécution du projet.

La coordination aura pour objectifs :

- D'examiner les incidences que pourraient occasionner les adaptations de construction demandées par les entreprises.
- De coordonner les plans d'exécution et de fabrication des entreprises.
- De mettre au point les plans de calepinage en collaboration avec l'entreprise.

Toutes les entreprises participent autant que de besoin à la coordination.

Le Maître d'Œuvre arbitre les conflits pouvant survenir entre les entreprises des différents lots.

1.10 CONNAISSANCES DES LIEUX ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Chaque entrepreneur est réputé, par le fait même de sa soumission, avoir pris connaissance :

- De la nature et de l'emplacement des travaux.
- Des conditions générales, locales et particulières, ainsi que celles relatives à l'approvisionnement et au stockage des matériaux.
- Aux disponibilités en eau et en énergie électrique.
- Aux caractéristiques de l'équipement et des installations nécessaires au début et pendant l'exécution des travaux.
- Et à tous autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues et qui pourraient en quelque manière, influencer sur les travaux et sur les prix de ceux ci.

Les conséquences des erreurs ou carences des entrepreneurs dans la réunion des renseignements précédents ne pourront que demeurer à leur charge (notamment les problèmes relatifs à la sécurité).

En tout état de cause, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance :

- des accès possibles au chantier,
- des possibilités de stationnement et de giration des camions de livraison,
- des itinéraires obligatoires à emprunter, compte tenu de la réglementation de la circulation,
- des périodes d'interdiction de circulation et d'accès sur le site,
- des interdictions de nuisance vis-à-vis des tiers, bâtiments, riverains, voisins, etc. ...
- des possibilités de stockage.

En conséquence, ces prix tiennent compte de toutes les contraintes particulières en découlant et l'Entrepreneur ne peut en aucun cas prétendre à une indemnité en les évoquant.

1.11 ORGANISATION DU CHANTIER

1.11.1 Généralités

La présente opération est soumise à la Loi 93-1418 du 31 Décembre 1993 et au Décret 94-1159 du 26 Décembre 1994 pris pour son application à l'obligation d'une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les installations communes de chantier sont définies par la notice d'organisation de chantier et le P.G.C. (Plan Général de Coordination).

L'entrepreneur du Lot 01 assurera l'organisation collective du chantier conformément au CCAP, à la notice d'organisation de chantier et au PGC et soumettra au coordonnateur et au Maître d'œuvre son plan d'organisation.

Le Maître d'Ouvrage mettra à disposition de l'entreprise :

- Les locaux dans l'aile gauche pour la réalisation de la base vie.

L'entrepreneur du Lot 01 devra l'installation et l'aménagement des locaux, l'équipement, l'entretien, le nettoyage et l'hygiène des installations communes de chantier.

Aucun dépôt de matériel ou de matériaux ne sera toléré à l'intérieur des locaux.

Les dépôts de matériaux et de matériels ne pourront en aucun cas nuire à l'avancement des travaux ou gêner de quelque façon que ce soit les utilisateurs.

Chaque entrepreneur devra les déchargements, manutentions et stockage de ses matériaux et matériels ainsi que le gardiennage, les protections nécessaires et tous les nettoyages.

L'attention des concurrents est attirée sur les conditions particulières d'exécution des travaux.

Les entrepreneurs devront prévoir tous les échafaudages et protections nécessaires et complémentaires aux installations du lot 01, pour la réalisation de leurs prestations.

1.11.2 Etat des lieux

Un constat de l'environnement sera dressé avant le début des travaux par l'entrepreneur du lot 01 en présence du représentant du maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre et d'un huissier mandaté par l'entrepreneur du lot 01.

Les frais du constat sont à la charge de l'entrepreneur et comprendront le rapport et un dossier photographique en 4 exemplaires papiers et 1 exemplaire informatique.

En cas de dégradation, l'entrepreneur devra assumer la prise en charge financière des travaux de remise en état.

1.11.3 Zone de cantonnement du personnel

La zone de cantonnement (vestiaires, sanitaires, réfectoire) est mise à disposition de l'entreprise dans l'Aile Gauche du Familistère. Ces locaux seront aménagés et équipés par l'entrepreneur pour ces besoins. Ils seront conformes aux normes et règlements en vigueur du point de vue de leur surface, de leurs équipements (tables, bancs ou chaises, armoires individuelles fermant à clefs, appareils de réchauffage, etc ...).

Les locaux seront ventilés, chauffés, éclairés et nettoyés quotidiennement.

L'ensemble des aménagements et équipements ainsi que la remise en état est dû au marché de l'entrepreneur.

L'entretien, le nettoyage et l'hygiène de ces locaux seront également assurés par l'entrepreneur.

1.11.4 Bureau de chantier - Salle de réunion

Le bureau de chantier sera positionné à l'intérieur des locaux mis à disposition.

1.11.5 Accès / Approvisionnements / Protections

L'accès au chantier pour le personnel, le matériel et les matériaux s'effectuera conformément aux instructions du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre.

L'ouverture et la fermeture du chantier seront réalisées par l'entrepreneur du lot 01 sous sa responsabilité.

Tous les accès seront ouverts et fermés quotidiennement par l'entrepreneur du Lot 01. Il devra également s'assurer qu'aucune personne étrangère au chantier n'accède sur le site lors des ouvertures pendant les périodes travaillées.

L'entrepreneur devra la mise en place des installations provisoires et les protections nécessaires pour la réalisation de travaux.

Pour certaines manutentions spécifiques, des cheminements spécifiques seront étudiés par l'entreprise et soumis à l'acceptation du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre. Il est rappelé que le Familistère restera en activité pendant les travaux et les manutentions ne devront pas perturber le fonctionnement de l'établissement.

1.11.6 Panneau de chantier

L'entrepreneur du lot 01 doit la fourniture et la pose d'un panneau de chantier de 2,00m x 2,50m réalisé en quadrichromie posés sur une structure en bois et métallique.

Les caractéristiques des panneaux (texte, caractères, etc...) seront établies en étroite collaboration avec le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage et seront soumises à leur approbation avant exécution.

La prestation comprend :

- La fourniture du panneau.
- La pose et la fixation sur les profilés métalliques ou bois aux endroits indiqués par le Maître d'œuvre.
- L'entretien du panneau compris les nettoyages de graffitis.
- La dépose en fin de chantier.

Le Maître d'œuvre pourra exiger le remplacement du panneau détérioré aux frais exclusifs de l'entreprise.

1.11.7 Signalisation

Outre le panneau de chantier ci-avant, l'entrepreneur du Lot 01 doit la fourniture, la mise en place et l'entretien de la signalisation réglementaire :

- Panneau d'interdiction au public.
- Port du casque.
- Signalisation diurne et nocturne des clôtures.
- Panneaux de signalisation de circulation piétonne à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment et véhicules à l'extérieur du bâtiment.
- Etc....

1.11.8 Propreté du chantier et nettoyage

Chaque entrepreneur est responsable de la propreté et de l'ordre devant régner sur l'ensemble du chantier y compris les accès.

Chaque entrepreneur doit les nettoyages et les manutentions des gravats ou résidus résultant de l'exécution de ses ouvrages.

L'ensemble du chantier et tous les emplacements où les entrepreneurs auront été autorisés à circuler ou à déposer leurs matériaux, seront nettoyés immédiatement.

Les entrepreneurs devront prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger les sols lors des livraisons et manutentions.

Les entrepreneurs devront exécuter, en complément des nettoyages prévus ci-dessus, tous ceux demandés soit par le Maître d'Œuvre, soit par les services techniques de l'établissement.

Ces nettoyages et manutentions seront impérativement compris dans le prix soumissionné.

Sur simple constat du MOE ou MOA, appuyé de photos montrant le manquement de nettoyage, l'entrepreneur du lot 1 sera chargé du nettoyage du chantier au frais des entreprises fautives.

1.11.9 Branchement en eau potable et distribution

L'entrepreneur du lot n°01 doit réaliser au titre de son marché les prestations ci-après :

Branchement réalisé conformément à la réglementation à partir des installations existantes dans le bâtiment et comprenant :

- Piquage sur le réseau existant en accord avec les services techniques du Familistère compris tous ouvrages et accessoires nécessaires.
- Mise en place d'un comptage général et règlement de l'ensemble des consommations.
- Mise en place des canalisations provisoires, souples ou rigides, de diamètre approprié aux besoins du chantier, compris tous ouvrages et travaux d'installation tels que supports, fixations, tranchées, remblaiement, regards, etc ... pour alimentation des installations provisoires de chantier et pour alimentation en eau nécessaire aux travaux.
- Robinet ou vanne de fermeture et de distribution avec nez fileté.

- Bacs à l'aplomb des robinets pour récupération des eaux vannes et des eaux usées, avec siphons, compris raccordement sur le réseau d'évacuation.
- Dispositif de protection contre le gel.
- L'entretien de ces installations, compris nettoyage des siphons bouchés.
- La dépose et le repli en fin de travaux, compris rebouchage soigné des percements dans les cloisons, murs, planchers, etc...

1.11.10 Branchement en électricité

L'entrepreneur du lot n°01 doit réaliser au titre de son marché les prestations ci-après :

Branchement réalisé conformément à la réglementation à partir des installations existantes dans le bâtiment et comprenant :

- Piquage sur le réseau existant en accord avec les services techniques du Familistère compris tous ouvrages et accessoires nécessaires.
- Mise en place d'un comptage général et règlement de l'ensemble des consommations.
- La mise en place d'une armoire divisionnaire compris disjoncteur et coupe-circuits pour protection.
- Mise en place de lignes provisoires, de section appropriée aux besoins du chantier compris tous ouvrages et travaux d'installation tels que supports, poteaux, fixations, tranchées, remblaiement, etc ... pour alimentation des installations provisoires et pour alimentation d'un tableau de chantier à proximité des travaux.
- La fourniture et pose d'armoire de distribution compris coupe-circuits de protection, support et fixations.
- La fourniture et le raccordement de tableaux de chantier avec prises.
- La fourniture et la pose d'un éclairage de chantier pour les circulations intérieures, les circulations extérieures, les zones de travaux intérieures et extérieures par guirlandes, projecteurs ou tubes néons ou autres.
- L'entretien de ces installations, compris intervention d'un opérateur pour réparation.
- La dépose et le repli en fin de travaux, compris rebouchage soigné des percements dans les cloisons, murs, planchers, etc...

1.11.11 Stockage des matériaux et matériels

Chaque entrepreneur doit les installations provisoires nécessaires pour le stockage des matériaux et matériels nécessaires à la réalisation de ces travaux.

Compte tenu de l'exigüité de l'aire de stockage les matériaux seront livrés au fur et à mesure des besoins.

1.12 MESURES DE SÉCURITÉ PROPRES A L'ÉDIFICE

L'entreprise doit se plier aux règlements et exigences de sécurité qui lui seront demandées.

L'entrepreneur devra fournir une liste complète et précise, mise à jour au cours des réunions de chantier, du personnel qui interviendra sur le chantier. Le personnel devra porter un badge permettant de l'identifier facilement.

Il appartiendra donc à l'entrepreneur de s'informer, lors de la visite des lieux, des contraintes liées aux règles de sécurité propres à l'édifice, et notamment, à celles régissant l'accès et le stationnement des véhicules de livraison.

L'ensemble des questions relatives à l'organisation, à l'hygiène et à la sécurité sera arrêté durant la période de préparation du chantier préalable au démarrage des travaux.

1.13 DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX EXÉCUTÉS AU FAMILISTERE

Les concurrents tiendront compte des sujétions et difficultés de mise en œuvre, liées au fonctionnement des services administratifs de l'établissement et aux conditions impératives qui seront fixées, suivant les nécessités par les services intérieurs.

Ils prendront à leur charge toutes les mesures qui leurs seront indiquées, conformément au CCAP.

Il est bien précisé qu'aucune majoration sur les prix soumissionnés, ni aucune indemnité d'aucune sorte ne pourra être accordée :

- a) Pour les limitations d'accès des véhicules de l'entreprise aux dates et heures imposées.
- b) Pour l'impossibilité ou les limitations imposées au stockage sur place exigeant l'évacuation immédiate des gravois au fur et à mesure de leur production, ainsi que la livraison des matériaux par petites parties, selon les besoins.
- c) Pour l'approvisionnement des matériaux au fur et à mesure de l'avancement des travaux.
- d) Pour la présentation générale du chantier, matériels, palissades, échafaudages, bâches et protections diverses, qui devront être en permanence d'une qualité irréprochable.
- e) Pour les protections très soignées à mettre en œuvre et destinées à isoler le reste du bâtiment des nuisances (poussières). Ces protections devront être vérifiées régulièrement et révisées si nécessaire.

Le Maître d'œuvre pourra à tout moment exiger l'enlèvement ou le remplacement de tout élément défectueux ou détérioré, ou faire procéder à tous nettoyages aux frais exclusifs de l'entreprise.

1.14 PÉRIODES D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

L'attention des concurrents est tout particulièrement attirée sur les délais déterminés pour l'exécution des travaux de la présente opération.

Le fait de répondre à l'appel d'offres, implique l'acceptation de ces délais.

Les observations et remarques éventuelles de l'entrepreneur à ce sujet devront figurer dans son mémoire justificatif.

Pendant la période de préparation, il sera dressé, après consultation des entrepreneurs, le calendrier d'exécution des travaux.

Ce document est contractuel et sera une pièce constitutive du Marché.

Les entrepreneurs s'engagent donc à prendre toutes dispositions pour travailler pendant les périodes de congés avec des équipes complètes et pleinement efficaces.

1.15 ATTACHEMENTS - ÉCHANTILLONS - MODÈLES - ESSAIS

Chaque entrepreneur est tenu d'établir les attachements écrits ou figurés ou photographiques, nécessaires pour la localisation et la justification des travaux exécutés, plus particulièrement ceux appelés à être cachés ou ceux n'ayant qu'une durée provisoire.

Les attachements seront cotés, datés et soumis au visa du Maître d'Œuvre.

Tous les échantillons et modèles demandés pour fixer les choix dans le cadre du CCTP et des plans devront être soumis à l'agrément du Maître d'Œuvre avant une date à fixer d'un commun accord et au cours d'un nombre limité de rendez-vous de chantier, de manière à éviter la dispersion des présentations.

Le CCTP prévoit pour certains matériels, un échantillon de référence, et autorise la fourniture de matériels qualifiés d'équivalents.

Il est spécifié que l'appréciation d'équivalence des matériels présentés par l'entreprise, avec ceux de référence, appartient au Maître d'œuvre et qu'en cas de divergence de vue avec l'entrepreneur en ce qui concerne cette équivalence, celui-ci sera tenu de fournir les matériels de référence.

Les échantillons acceptés par le Maître d'Œuvre pourront être groupés par panoplies et exposés dans un local spécialement affecté. Ils serviront de point de comparaison avec la fourniture sur le chantier.

L'entrepreneur aura à sa charge les frais de toute autre nature afférente aux épreuves et aux essais qui seront demandés pendant ou après l'exécution des travaux.

D'autre part, il devra à la demande du Maître d'Œuvre, réaliser certains **prototypes** sur place.

1.16 TROUS - PERCEMENTS – TRANCHEES – SAIGNÉES – REBOUCHAGE - SCCELLEMENT

Chaque entreprise aura à sa charge tous les percements, scellements, décalfeutremments, bouchements et raccords nécessaires à la dépose, à la pose et à la fixation de ses ouvrages sauf indication contraire au CCTP propre à chaque lot.

1.17 PROTECTIONS DES OUVRAGES ET DES LOCAUX

Chaque entrepreneur devra prévoir dans son offre la mise en place des protections et garanties nécessaires par toiles, bâches, contre-plaqué ou autres pour effectuer les travaux dans les locaux occupés et en activité.

Comme il devra assurer la protection de ses ouvrages, appareils et installations pendant toute la durée des travaux, les protections seront enlevées au moment de la mise en exploitation ou sur ordre du Maître d'Œuvre.

Les dispositions proposées devront être soumises à l'approbation du Maître d'Œuvre.

1.18 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS

En fin de travaux, un dossier conforme devra être remis par chaque entrepreneur au Maître d'Œuvre, avant réception.

Dans ce dossier, nécessaire pour assurer une bonne exploitation de l'opération, les plans d'exécution seront éventuellement rectifiés pour être en parfaite conformité avec les travaux réellement exécutés.

Il sera remis sous forme de CD (cinq exemplaires) et de trois tirages, pour ce qui concerne les plans, il comprendra le dossier photographique si celui-ci n'a pas été transmis au préalable.

Il comprendra également les fiches techniques des matériaux mis en œuvre et des matériels installés avec les notices d'entretien, les quantités mises en œuvre, les P.V. divers, les bordereaux de destruction des déchets amiante et plomb, etc...

La fourniture de ce dossier conditionnera le règlement définitif de l'entrepreneur.

1.19 RELEVÉS PHOTOGRAPHIQUES

Pour les travaux chaque entrepreneur devra établir le relevé photographique. Le dossier photographique doit comporter des vues de l'édifice ou des parties de l'édifice concerné avant travaux, des vues de différentes phases de chantier et des vues de l'édifice une fois les travaux achevés. Les photographies devront donner une vision exhaustive du chantier : vues d'ensemble, de détails et des ouvrages à reprendre.

Le dossier photographique doit être fourni en quatre (4) exemplaires originaux et trois exemplaires numériques (CD).

Un schéma de l'établissement figuré en marge de chaque feuille et une flèche de couleur situera l'élément photographié sur le schéma.

Le Syndicat Mixte du Familistère Godin et le Maître d'œuvre se réservent le droit de reproduire et de publier les clichés de ce dossier photographique sans qu'il y ait de rémunération complémentaire pour ce cliché.

1.20 SONDAGES

Tous les sondages demandés par le Maître d'Œuvre ou nécessaires au relevé des ouvrages existants pour l'exécution des travaux et la réalisation des plans d'exécution, sont à la charge de l'entreprise concernée et les frais sont réputés inclus dans les prix du marché.

1.21 REVÊTEMENTS CONTENANT DU PLOMB ET / OU DE L'AMIANTE

Un diagnostic amiante et un diagnostic plomb des zones à rénover ont été établis par le Maître de l'ouvrage.

Ces documents font partie des pièces constitutives du D.C.E.

L'entreprise est tenue d'appliquer dans toute sa rigueur la réglementation définie par le Code du Travail, ainsi que les décrets, lois et textes qui le complètent.

L'entrepreneur est tenu de mettre en œuvre et de respecter toutes les prescriptions de la notice P.G.C. établie par le coordonnateur S.P.S. en la matière.

Les précautions à prendre, l'achat des équipements spéciaux, les indemnités diverses versées aux compagnons ou au personnel de l'entreprise, sont à la charge de chaque entreprise et donc inclus dans le prix global soumissionné.

L'entrepreneur devra prendre connaissance de tous les éléments utiles auprès du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre.

1.22 PERMIS DE FEU

En cas de nécessité d'un permis de feu, l'entrepreneur en fera la demande au Maître d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage lors des réunions de chantier, ce document sera alors établi en 4 exemplaires.

1.23 RÉCEPTION DES SUPPORTS

Le commencement d'une tâche sur un support réalisé par un autre entrepreneur implique la réception sans réserve de ce support.

En conséquence, chaque entrepreneur est tenu de signaler au Maître d'Œuvre, en temps opportun, toute exécution dans les travaux des autres corps d'état qui seraient de nature à lui créer des difficultés dans l'exécution de ses propres ouvrages.

1.24 PROTECTION DES MATÉRIAUX – COMPOSANTS ET OUVRAGES

Il est formellement stipulé que chaque entrepreneur demeure entièrement responsable de ses matériaux, matériels et ouvrages jusqu'au jour de la réception des travaux, qu'il s'agisse de vols, détournements ou dégradations.

En outre, l'entrepreneur, dont les travaux risquent de provoquer des détériorations, des salissures aux ouvrages déjà en place, devra prendre toutes dispositions utiles pour assurer la protection de ceux-ci. Faute de se conformer à ces dispositions, l'entrepreneur responsable des dégradations supportera les conséquences éventuelles de parfaite remise en parfait état.

L'entrepreneur assurant la mise en œuvre de matériaux, matériels et produits finis, prendra toutes dispositions de protection de ces ouvrages en vue du déroulement normal du chantier. Ces protections seront soumises à l'accord du Maître d'Œuvre. Elles viseront notamment les arêtes, les parements, les enduits, revêtements, les matériels et matériaux décoratifs, etc ...

Elles seront enlevées au moment de la mise en exploitation ou sur ordre du Maître d'Œuvre.

1.25 COORDINATION GÉNÉRALE DES TRAVAUX

Tout entrepreneur doit prendre connaissance de façon approfondie des programmes de travaux et C.C.T.P. de l'ensemble du projet en vue d'organiser, en accord avec le Maître d'Œuvre, les stades de préparation, fabrication et mise en œuvre de ses ouvrages.

Il fournira en temps voulu, et selon les instructions qui lui sont données, les précisions relatives aux ouvrages dont l'exécution est liée à des sujétions communes.

Pendant la période de préparation, un calendrier précis d'enchaînement des tâches sera établi en concertation avec toutes les entreprises.

Il sera soumis, avant tout début d'exécution, à l'approbation préalable du Maître d'Œuvre et modifié autant de fois que ce dernier le jugera utile.

L'entrepreneur s'engage formellement à respecter les décisions prises par le Maître d'Œuvre quant à la marche et à la coordination des travaux dans le cadre du calendrier d'exécution et en vue de la mise en œuvre rationnelle des ouvrages quelles que soient les sujétions particulières imposées à son entreprise.

1.26 OBLIGATIONS

Chaque entrepreneur contracte par obligation l'exécution intégrale des travaux de sa profession nécessaires au complet achèvement des travaux projetés, conformément aux règles de l'art de la restauration et aux règlements en vigueur, quand bien même il n'en serait pas fait mention à la partie traitée, si ces fournitures et façons sont nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

Les prix comprendront :

- Toutes les plus-values et sujétions résultant de la nature des travaux, de l'emplacement du chantier et l'utilisation des lieux.
- Toutes les indemnités de déplacement, panier, etc... versées aux ouvriers au titre des contrats collectifs.
- Les façons et pose à toute hauteur, y compris l'entretien des échafaudages mis en place.
- Le nettoyage du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux.
- L'enlèvement de tous les détritres et gravois.

Aucune majoration ne pourra être admise dans les limites où les éléments nécessaires pourront être recueillis sur place ou découler des précisions données au C.C.T.P. en ce qui concernent l'emplacement du chantier, les sujétions spéciales, etc....

1.27 COMPTE DES DÉPENSES COMMUNES

Un compte des dépenses communes de chantier est créé au titre de cette opération.

Les modalités de gestion et de règlement du compte des dépenses communes de chantier (dit compte prorata) seront fixées par une convention de gestion rédigée par l'entrepreneur du lot n°01, gestionnaire dudit compte et signée par l'ensemble des entreprises participantes.

Le comité de contrôle sera composé de trois entrepreneurs dont le gestionnaire.

Le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage ne seront pas parties prenantes de la convention, néanmoins ils pourront donner un avis consultatif à titre amiable si un conflit devait subvenir entre différentes entreprises.

Les dépenses à inscrire au titre du compte des dépenses communes sont les suivantes :

- Nettoyages de chantier sur ordre du Maître d'œuvre si le chantier ne se trouve pas dans un état de propreté satisfaisant,
- Réparations des dégradations si l'auteur de celles-ci ne peut être identifié.

1.28 CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX

Les marques et références désignées dans le descriptif sont données à titre indicatif pour aider les entreprises dans leur chiffrage. Les entrepreneurs sont libres d'utiliser tout composant fonctionnellement et techniquement équivalent. Cependant la qualité, les caractéristiques et l'aspect doivent correspondre aux spécifications techniques.

Ils seront préalablement soumis à l'approbation du Maître d'œuvre.

En cas de litige entre le Maître d'œuvre et l'entreprise, les marques et types de matériels indiqués devront être fournis.

1.29 RESPONSABLE D'EXÉCUTION

L'entrepreneur désigne dès la passation du marché, un responsable de l'exécution qui doit être l'unique interlocuteur face aux représentants du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage.

Cette personne doit avoir toutes les compétences requises pour répondre à toutes les questions concernant les installations et ceci, pendant la durée intégrale d'étude et d'exécution des travaux.

Paris, Mars 2018

